

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

| | |
|--|----|
| Règlement (CE) n° 738/2006 de la Commission du 17 mai 2006 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes | 1 |
| ★ Règlement (CE) n° 739/2006 de la Commission du 17 mai 2006 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée | 3 |
| ★ Règlement (CE) n° 740/2006 de la Commission du 17 mai 2006 modifiant le règlement (CE) n° 1063/2005 en ce qui concerne la quantité couverte par l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre détenue par l'organisme d'intervention tchèque | 5 |
| ★ Règlement (CE) n° 741/2006 de la Commission du 17 mai 2006 modifiant le règlement (CE) n° 1060/2005 en ce qui concerne la quantité couverte par l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre détenu par l'organisme d'intervention slovaque | 6 |
| ★ Règlement (CE) n° 742/2006 de la Commission du 17 mai 2006 modifiant certains quotas de pêche au titre de 2006 conformément au règlement (CE) n° 847/96 du Conseil établissant des conditions additionnelles pour la gestion interannuelle des totaux admissibles des captures et quotas | 7 |
| Règlement (CE) n° 743/2006 de la Commission du 17 mai 2006 fixant les prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine et modifiant le règlement (CE) n° 1484/95..... | 17 |
| Règlement (CE) n° 744/2006 de la Commission du 17 mai 2006 fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des œufs | 19 |
| Règlement (CE) n° 745/2006 de la Commission du 17 mai 2006 fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de volaille | 21 |
| Règlement (CE) n° 746/2006 de la Commission du 17 mai 2006 concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, de Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie | 23 |

| | |
|---|----|
| Règlement (CE) n° 747/2006 de la Commission du 17 mai 2006 fixant les taux des restitutions applicables aux œufs et aux jaunes d'œufs exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité | 25 |
| ★ Directive 2006/45/CE de la Commission du 16 mai 2006 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en ce qui concerne la spécification de la substance active propoxycarbazone ⁽¹⁾ | 27 |

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

2006/350/CE:

| | |
|--|----|
| ★ Décision de la Commission du 28 avril 2006 déterminant les quantités de bromure de méthyle pouvant être employées pour des utilisations critiques dans la Communauté entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2006 en vertu du règlement (CE) n° 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone [notifiée sous le numéro C(2006) 1244] | 29 |
|--|----|

Commission

Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants

2006/351/CE:

| | |
|---|----|
| ★ Décision n° 205 du 17 octobre 2005 relative à la portée de la notion de «chômage partiel» à l'égard des travailleurs frontaliers ⁽²⁾ | 37 |
|---|----|

2006/352/CE:

| | |
|--|----|
| ★ Décision n° 206 du 15 décembre 2005 concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants | 39 |
|--|----|

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

2006/353/PESC:

| | |
|--|----|
| ★ Décision EPUE/1/2006 du Comité Politique et de Sécurité du 2 mai 2006 relative à la nomination du chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines | 42 |
|--|----|



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

⁽²⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour l'accord UE/Suisse

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 738/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, et notamment son article 4, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

- (2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission

J. L. DEMARTY

*Directeur général de l'agriculture et
du développement rural*

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 386/2005 (JO L 62 du 9.3.2005, p. 3).

ANNEXE

du règlement de la Commission du 17 mai 2006 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)

| Code NC | Code des pays tiers ⁽¹⁾ | Valeur forfaitaire à l'importation |
|------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 0702 00 00 | 052 | 100,7 |
| | 204 | 49,7 |
| | 212 | 153,3 |
| | 999 | 101,2 |
| 0707 00 05 | 052 | 96,4 |
| | 999 | 96,4 |
| 0709 90 70 | 052 | 117,1 |
| | 999 | 117,1 |
| 0805 10 20 | 204 | 34,7 |
| | 212 | 64,4 |
| | 220 | 38,6 |
| | 400 | 20,3 |
| | 448 | 46,6 |
| | 624 | 49,8 |
| | 999 | 42,4 |
| 0805 50 10 | 052 | 42,4 |
| | 388 | 59,4 |
| | 508 | 40,3 |
| | 528 | 55,5 |
| | 624 | 54,7 |
| | 999 | 50,5 |
| 0808 10 80 | 388 | 87,0 |
| | 400 | 125,4 |
| | 404 | 110,2 |
| | 508 | 73,4 |
| | 512 | 82,7 |
| | 524 | 61,2 |
| | 528 | 106,4 |
| | 720 | 79,0 |
| | 804 | 110,4 |
| | 999 | 92,9 |

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 750/2005 de la Commission (JO L 126 du 19.5.2005, p. 12). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 739/2006 DE LA COMMISSION
du 17 mai 2006
relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun ⁽¹⁾, et notamment son article 9, paragraphe 1, alinéa a),

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée annexée au règlement (CEE) n° 2658/87, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des marchandises reprises à l'annexe du présent règlement.
- (2) Le règlement (CEE) n° 2658/87 a fixé les règles générales pour l'interprétation de la nomenclature combinée. Ces règles s'appliquent également à toute autre nomenclature qui la reprend, même en partie ou en y ajoutant éventuellement des subdivisions, et qui est établie par des réglementations communautaires spécifiques, en vue de l'application de mesures tarifaires ou autres dans le cadre des échanges de marchandises.
- (3) En application desdites règles générales, les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du présent règlement doivent être classées dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 et cela en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3 dudit tableau.

(4) Il est opportun que les renseignements tarifaires contraignants, délivrés par les autorités douanières des États membres en matière de classement des marchandises dans la nomenclature combinée et qui ne sont pas conformes au droit établi par le présent règlement, puissent continuer à être invoqués par leur titulaire pendant une période de trois mois, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire ⁽²⁾.

(5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité du code des douanes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe doivent être classées dans la nomenclature combinée dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 dudit tableau.

Article 2

Les renseignements tarifaires contraignants, délivrés par les autorités douanières des États membres qui ne sont pas conformes au droit établi par le présent règlement, peuvent continuer à être invoqués, conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe 6, du règlement (CEE) n° 2913/92, pendant une période de trois mois.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission
László KOVÁCS
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 256 du 7.9.1987, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 486/2006 (JO L 88 du 25.3.2006, p. 1).

⁽²⁾ JO L 302 du 19.10.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 648/2005 du Parlement européen et du Conseil (JO L 117 du 4.5.2005, p. 13).

ANNEXE

| Désignation des marchandises | Classement (code NC) | Motivation |
|---|-------------------------|--|
| (1) | (2) | (3) |
| <p>Plaques de matière plastique alvéolaire microporeuse, en copolymère d'éthylène et d'acétate de vinyle, découpées en rectangles (dimensions 15,5 × 10,5 × 0,75 cm), mais non autrement travaillées.</p> <p>Les plaques sont destinées à être découpées en pièces plus petites, placées dans des timbres et utilisées comme réservoir d'encre.</p> | 3921 19 00 | <p>Le classement est déterminé par les règles générales 1 et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée, par la note 10 du chapitre 39 et par le libellé des codes 3921 et 3921 19 00 de la NC.</p> <p>Étant donné que les plaques sont découpées en rectangles, mais non autrement travaillées, elles ne peuvent être classées en tant que tampons encreurs de la position 9612.</p> |

RÈGLEMENT (CE) N° 740/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****modifiant le règlement (CE) n° 1063/2005 en ce qui concerne la quantité couverte par l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre détenue par l'organisme d'intervention tchèque**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1784/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, et notamment son article 6,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1063/2005 de la Commission ⁽²⁾ a ouvert une adjudication permanente pour l'exportation de 395 911 tonnes de blé tendre détenues par l'organisme d'intervention tchèque.
- (2) La République tchèque a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une augmentation de 117 358 tonnes de la quantité mise en adjudication en vue de l'exportation. Compte tenu des quantités disponibles et de la situation du marché, il convient de répondre favorablement à la demande faite par la République tchèque.
- (3) Il y a lieu de modifier le règlement (CE) n° 1063/2005 en conséquence.

- (4) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'article 2 du règlement (CE) n° 1063/2005 est remplacé par le texte suivant:

«Article 2

L'adjudication porte sur une quantité maximale de 513 269 tonnes de blé tendre à exporter vers les pays tiers à l'exclusion de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie, du Liechtenstein, de la Roumanie, de la Serbie-et-Monténégro ^(*) et de la Suisse.

^(*) Y compris le Kosovo, tel qu'il est défini par la résolution n° 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999.»

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission
Mariann FISCHER BOEL
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 270 du 21.10.2003, p. 78. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1154/2005 de la Commission (JO L 187 du 19.7.2005, p. 11).

⁽²⁾ JO L 174 du 7.7.2005, p. 36. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 470/2006 (JO L 84 du 23.3.2006, p. 3).

RÈGLEMENT (CE) N° 741/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****modifiant le règlement (CE) n° 1060/2005 en ce qui concerne la quantité couverte par l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre détenu par l'organisme d'intervention slovaque**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1784/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, et notamment son article 6,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1060/2005 de la Commission ⁽²⁾ a ouvert une adjudication permanente pour l'exportation de 229 858 tonnes de blé tendre détenues par l'organisme d'intervention slovaque.
- (2) La Slovaquie a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une augmentation de 28 820 tonnes de la quantité mise en adjudication en vue de l'exportation. Compte tenu des quantités disponibles et de la situation du marché, il convient de répondre favorablement à la demande faite par la Slovaquie.
- (3) Il y a lieu de modifier le règlement (CE) n° 1060/2005 en conséquence.

- (4) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'article 2 du règlement (CE) n° 1060/2005 est remplacé par le texte suivant:

«Article 2

L'adjudication porte sur une quantité maximale de 258 678 tonnes de blé tendre à exporter vers les pays tiers à l'exclusion de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-et-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie, du Liechtenstein, de la Roumanie, de la Serbie-et-Monténégro ^(*) et de la Suisse.

(*) Y compris le Kosovo, tel qu'il est défini par la résolution n° 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission
Mariann FISCHER BOEL
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 270 du 21.10.2003, p. 78. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1154/2005 de la Commission (JO L 187 du 19.7.2005, p. 11).

⁽²⁾ JO L 174 du 7.7.2005, p. 18. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 608/2006 (JO L 107 du 20.4.2006, p. 27).

RÈGLEMENT (CE) N° 742/2006 DE LA COMMISSION

du 17 mai 2006

modifiant certains quotas de pêche au titre de 2006 conformément au règlement (CE) n° 847/96 du Conseil établissant des conditions additionnelles pour la gestion interannuelle des totaux admissibles des captures et quotas

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, et notamment son article 23, paragraphe 4,vu le règlement (CE) n° 847/96 du Conseil du 6 mai 1996 établissant des conditions additionnelles pour la gestion interannuelle des totaux admissibles de captures et quotas ⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 2, et son article 5, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) n° 2270/2004 du Conseil du 22 décembre 2004 établissant, pour 2005 et 2006, les possibilités de pêche concernant les stocks de poissons d'eau profonde ⁽³⁾ et le règlement (CE) n° 27/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 établissant, pour 2005, les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture ⁽⁴⁾, déterminent les stocks pouvant faire l'objet des mesures prévues au règlement (CE) n° 847/96.

(2) Le règlement (CE) n° 2270/2004 du Conseil, le règlement (CE) n° 51/2006 du Conseil du 22 décembre 2005 établissant, pour 2006, les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communa-

taires, dans les eaux soumises à des limitations de capture ⁽⁵⁾, et le règlement (CE) n° 52/2006 du Conseil du 22 décembre 2005 établissant, pour 2006, les possibilités de pêche et les conditions associées applicables en mer Baltique pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques ⁽⁶⁾ fixent, pour l'année 2006, des quotas pour certains stocks.

(3) Certains États membres ont demandé, en application du règlement (CE) n° 847/96, qu'une partie de leur quota de 2005 soit reportée sur l'année suivante. Dans les limites précisées audit règlement, le quota de 2006 doit être majoré des quantités retenues.

(4) En application de l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 847/96, les déductions des quotas nationaux de 2006 doivent correspondre aux captures excédentaires. Ces déductions s'appliquent compte tenu également des dispositions spécifiques régissant les stocks relevant du champ d'application des organisations régionales de pêche.

(5) Certains États membres ont demandé, conformément au règlement (CE) n° 847/96, la permission de débarquer des quantités supplémentaires de poissons de certains stocks au cours de l'année 2005. Il convient de déduire ces débarquements excédentaires autorisés de leurs quotas de 2006.

(6) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de la pêche et de l'aquaculture,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les quotas fixés dans les règlements (CE) n° 2270/2004, (CE) n° 51/2006 et (CE) n° 52/2006 sont majorés comme indiqué à l'annexe I ou réduits comme indiqué à l'annexe II.

⁽¹⁾ JO L 358 du 31.12.2002, p. 59.

⁽²⁾ JO L 115 du 9.5.1996, p. 3.

⁽³⁾ JO L 396 du 31.12.2004, p. 4. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 860/2005 (JO L 144 du 8.6.2005, p. 1).

⁽⁴⁾ JO L 12 du 14.1.2005, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1936/2005 (JO L 311 du 26.11.2005, p. 1).

⁽⁵⁾ JO L 16 du 20.1.2006, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 16 du 20.1.2006, p. 184.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission
Joe BORG
Membre de la Commission

ANNEXE I
TRANSFERTS VERS LES QUOTAS 2006

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|---|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| BEL | ANF/2AC4-C | Baudroie | Ila (CE), IV (CE) | 335 | 87,1 | 26,0 | 33,5 | 365 | 399 | |
| BEL | ANF/07. | Baudroie | VII | 1 446 | 878,3 | 60,7 | 144,6 | 2 445 | 2 590 | |
| BEL | ANF/8ABDE. | Baudroie | VIIIa,b,d,e | 199 | 196,2 | 98,6 | 2,8 | 0 | 3 | |
| BEL | COD/07A. | Cabillaud | VIIa | 136 | 116 | 85,3 | 13,6 | 24 | 38 | |
| BEL | COD/7X7A34 | Cabillaud | VIIb-k, VIII, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 266 | 225,9 | 84,9 | 26,6 | 236 | 263 | |
| BEL | HAD/5BC6A. | Églectin | Vb, VIa (CE) | 18 | 0,1 | 0,6 | 1,8 | 18 | 20 | |
| BEL | HKE/2AC4-C | Merlu | Ila (CE), IV (CE) | 64 | 60,6 | 94,7 | 3,4 | 22 | 25 | |
| BEL | HKE/571214 | Merlu | Vb (CE), VI, VII, XII, XIV | 210 | 14,4 | 6,9 | 21 | 226 | 247 | |
| BEL | LEZ/07. | Cardine | VII | 469 | 148,1 | 31,6 | 46,9 | 494 | 541 | |
| BEL | LEZ/8ABDE. | Cardine | VIIIa,b,d,e | 5 | 2,6 | 52,0 | 0,5 | 0 | 1 | |
| BEL | NEP/2AC4-C | Langoustine | Ila (CE), IV (CE) | 567 | 171,8 | 30,3 | 56,7 | 1 472 | 1 529 | |
| BEL | NEP/07. | Langoustine | VII | 29 | 5,5 | 19,0 | 2,9 | 0 | 3 | |
| BEL | NEP/8ABDE. | Langoustine | VIIIa,b,d,e | 5 | 0,7 | 14,0 | 0,5 | 0 | 1 | |
| BEL | PLE/07A. | Plie | VIIa | 629 | 567 | 90,1 | 62 | 41 | 103 | |
| BEL | PLE/7DE. | Plie | VIIId,e | 843 | 771,7 | 91,5 | 71,3 | 843 | 914 | |
| BEL | PLE/7FG. | Plie | VIIIf,g | 183 | 154,6 | 84,5 | 18,3 | 118 | 136 | |
| BEL | SOL/24. | Sole | II, IV (CE) | 1 574 | 1 319,3 | 83,8 | 157,4 | 1 456 | 1 613 | |
| BEL | SOL/07A. | Sole | VIIa | 721 | 669,6 | 92,9 | 51,4 | 474 | 525 | |
| BEL | SOL/07D. | Sole | VIIId | 1 710 | 1 049,4 | 61,4 | 171 | 1 540 | 1 711 | |
| BEL | SOL/7FG. | Sole | VIIIf,g | 636 | 598,6 | 94,1 | 37,4 | 594 | 631 | |
| BEL | SOL/8AB. | Sole | VIIIa,b | 314 | 280 | 89,2 | 31,4 | 50 | 81 | |
| BEL | WHG/07A. | Merlan | VIIa | 11 | 9,3 | 84,5 | 1,1 | 1 | 2 | |
| BEL | WHG/7X7A. | Merlan | VIIb-k | 272 | 239,6 | 88,1 | 27,2 | 195 | 222 | |
| DEU | NEP/2AC4-C | Langoustine | Ila (CE), IV (CE) | 246 | 78,4 | 31,9 | 24,6 | 22 | 47 | |
| DEU | POK/561214 | Lieu noir | Vb (CE), VI, XII, XIV | 984 | 380 | 38,6 | 98,4 | 798 | 896 | |
| DEU | SOL/24. | Sole commune | II, IV (CE) | 957 | 747,5 | 78,1 | 95,7 | 1 165 | 1 261 | |

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|--|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| DEU | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 41 847 | 20 173,8 | 48,0 | 2 167,4 | | | |
| DEU | WHB/8ABDE | Merlan bleu | VIIIa, b, d, e | 2 000 | | 0,0 | 200 | | | |
| DEU | WHB/1X14 | Merlan bleu | I, II, III, IV, V, VI, VII, VIIIa,b,d,e, XII, XIV (CE et eaux internationales) | | | | 2 367 | 20 424 | 22 791 | 1X14 |
| DNK | ANF/2AC4-C | Baudroie | Ila (CE), IV (CE) | 590 | 32,3 | 54,7 | 59 | 804 | 863 | |
| DNK | COD/03AS | Cabillaud | Kattgat | 615 | 603,1 | 98,1 | 11,9 | 524 | 536 | |
| DNK | HKE/2AC4-C | Merlu | Ila (CE), IV (CE) | 866 | 677,2 | 78,2 | 86,6 | 891 | 978 | |
| DNK | HKE/3A/BCD | Merlu | IIa, IIIbcd (CE) | 1 171 | 295,2 | 25,2 | 117,1 | 1 219 | 1 336 | |
| DNK | JAX/578/14 | Chinchar | Vb (CE), VI, VII, VIIIabde, XII, XIV | 11 109 | 9 937,3 | 89,5 | 1 110,9 | 12 273 | 13 384 | |
| DNK | NEP/2AC4-C | Langoustine | Ila (CE), IV (CE) | 1 375 | 1 293,2 | 94,1 | 81,8 | 1 472 | 1 554 | |
| DNK | NEP/3A/BCD | Langoustine | IIla (CE), IIIbcd (CE) | 3 454 | 2 963,8 | 85,8 | 345,4 | 3 800 | 4 145 | |
| DNK | SOL/24 | Sole commune | II, IV (CE) | 895 | 828,1 | 92,5 | 66,9 | 666 | 733 | |
| DNK | SPR/3BCD-C | Sprat | II(b), c), d) (CE) | 59 741 | 50 664,9 | 84,8 | 5 974,1 | 41 512 | 47 486 | |
| DNK | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII et XIV | 11 403 | 9 885,2 | 86,7 | 1 140,3 | 52 529 | 53 669 | 1X14 |
| ESP | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 38 244 | 8 741,1 | 22,9 | 3 824,4 | | | |
| ESP | WHB/8ABDE | Merlan bleu | VIIIa, b, d, e | 24 404 | 559,1 | 2,3 | 2 440,4 | | | |
| ESP | WHB/1X14 | Merlan bleu | I, II, III, IV, V, VI, VII, VIIIa,b,d,e, XII, XIV (CE et eaux internationales) | | | | 6 264,8 | 44 533 | 50 798 | 1X14 |
| ESP | WHB/8C3411 | Merlan bleu | VIIIc, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 107 382 | 40 652,1 | 37,9 | 10 738,2 | 46 795 | 57 533 | |
| ESP | NEP/5BC6 | Langoustine | Vb (CE), VI | 56 | 17,7 | 31,6 | 5,6 | 36 | 42 | |
| ESP | NEP/07 | Langoustine | VII | 881 | 828,9 | 94,1 | 52,1 | 1 290 | 1 342 | |
| ESP | NEP/8ABDE | Langoustine | VIIIa, b, d, e | 13 | 3,5 | 26,9 | 1,3 | 242 | 243 | |
| ESP | NEP/08C | Langoustine | VIIIc | 140 | 82,1 | 58,6 | 14 | 140 | 154 | |
| ESP | NEP/9/3411 | Langoustine | IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 135 | 51,6 | 38,2 | 13,5 | 122 | 136 | |
| ESP | LEZ/07 | Cardine | VII | 7 493 | 6 012,1 | 80,2 | 749,3 | 5 490 | 6 239 | |
| ESP | LEZ/8ABDE | Cardine | VIIIa,b,d,e | 1 359 | 717 | 52,8 | 135,9 | 1 176 | 1 312 | |
| ESP | LEZ/8C3411 | Cardine | VIIIc, IX, X | 1 276 | 1 025 | 80,3 | 127,6 | 1 171 | 1 299 | |
| ESP | ANF/561214 | Baudroie | Vb (CE), VI, XII, XIV | 119 | 116,9 | 98,2 | 2,1 | 180 | 182 | |
| FRA | ANF/2AC4-C | Baudroie | Ila,IV | 27 | 5,2 | 19,3 | 2,7 | 75 | 78 | |
| FRA | ANF/561214 | Baudroie | Vb (CE), VI, XII, XIV | 2 073 | 1 307,1 | 63,1 | 207,3 | 2 073 | 2 280 | |
| FRA | ANF/07 | Baudroie | VII | 14 137 | 12 755 | 90,2 | 1 382 | 15 688 | 17 070 | |

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|---|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| FRA | COD/561214 | Cabillaud | Vb (CE), VI, XII, XIV | 114 | 105,6 | 92,6 | 8,4 | 97 | 105 | |
| FRA | COD/07A. | Cabillaud | VIIa | 79 | 33,5 | 42,4 | 7,9 | 67 | 75 | |
| FRA | COD/7X7A34 | Cabillaud | VIIb-k, VIII, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 4 554 | 2 677,8 | 58,8 | 455,4 | 4 053 | 4 508 | |
| FRA | HAD/5BC6A. | Églefín | Vb (CE), VIa | 839 | 314,1 | 37,4 | 83,9 | 862 | 946 | |
| FRA | HER/5B6ANB | Hareng | Vb, VIaN (CE), VIb | 623 | 598 | 96,0 | 25 | 705 | 730 | |
| FRA | HER/7G-K. | Hareng | VIIg,h,j,k | 805 | 795,6 | 98,8 | 9,4 | 682 | 691 | |
| FRA | HKE/2AC4-C | Merlu | Ila (CE), IV (CE) | 158 | 156,2 | 98,9 | 1,8 | 197 | 199 | |
| FRA | HKE/571214 | Merlu | Vb (CE), VI, VII, XII, XIV | 7 783 | 6 483,3 | 83,3 | 778,3 | 11 206 | 11 984 | |
| FRA | HKE/8ABDE. | Merlu | VIIa,b,d,e | 9 560 | 6 055,2 | 63,3 | 956 | 11 345 | 12 301 | |
| FRA | HKE/8C3411 | Merlu | VIIIc, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 342 | 276,5 | 80,8 | 34,2 | 409 | 443 | |
| FRA | JAX/578/14 | Chinchard | Vb (CE), VI, VII, VIIIabde, XII, XIV | 14 010 | 12 877,1 | 91,9 | 1 132,9 | 6 482 | 7 615 | |
| FRA | LEZ/07 | Cardine | VII | 5 932 | 2 332,9 | 39,3 | 593,2 | 6 663 | 7 256 | |
| FRA | LEZ/8ABDE. | Cardine | VIIa,b,d,e | 1 093 | 577,9 | 52,9 | 109,3 | 949 | 1 058 | |
| FRA | LEZ/8C3411 | Cardine | VIIIc, IX, X | 44 | 16,3 | 37,0 | 4,4 | 59 | 63 | |
| FRA | NEP/5BC6. | Langoustine | Vb (CE), VI | 73 | 3,8 | 5,2 | 7,3 | 143 | 150 | |
| FRA | NEP/07. | Langoustine | VII | 4 753 | 3 011,2 | 63,4 | 475,3 | 5 228 | 5 703 | |
| FRA | NEP/08C. | Langoustine | VIIIc | 22 | 19,4 | 88,2 | 2,2 | 6 | 8 | |
| FRA | PLE/07A. | Plie | VIIa | 18 | 9,1 | 50,6 | 1,8 | 18 | 20 | |
| FRA | PLE/7DE. | Plie | VIIId,e | 2 809 | 1 960,7 | 69,8 | 280,9 | 2 810 | 3 091 | |
| FRA | PLE/7FG. | Plie | VIIIf,g | 132 | 123 | 93,2 | 9 | 213 | 222 | |
| FRA | POK/561214 | Lieu noir | Vb (CE), VI, XII, XIV | 11 188 | 4 381,1 | 39,2 | 1 118,8 | 7 930 | 9 049 | |
| FRA | SOL/24. | Sole commune | II, IV (CE) | 678 | 593,1 | 87,5 | 67,8 | 291 | 359 | |
| FRA | SOL/07A. | Sole commune | VIIa | 6 | 3,1 | 51,7 | 0,6 | 6 | 7 | |
| FRA | SOL/07D. | Sole commune | VIIId | 3 387 | 1 972 | 58,2 | 338,7 | 3 080 | 3 419 | |
| FRA | SOL/07E. | Sole commune | VIIe | 326 | 305,6 | 93,7 | 20,4 | 354 | 374 | |
| FRA | SOL/7FG. | Sole commune | VIIIf,g | 95 | 89,6 | 94,3 | 5,4 | 59 | 64 | |
| FRA | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 49 809 | 6 152,2 | 12,4 | 4 980,9 | | | |
| FRA | WHB/8ABDE. | Merlan bleu | VIIa, b, d, e | 18 936 | 387,3 | 2,0 | 1 893,6 | | | |

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|--|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| FRA | WHB/IX14 | Merlan bleu | I, II, III, IV, V, VI, VII, VIIIa,b,d,e, XII, XIV (CE et eaux internationales) | | | | 6 874,5 | 36 556 | 43 431 | IX14 |
| FRA | WHG/561214 | Merlan | Vb (CE), VI, XII, XIV | 185 | 7 | 3,8 | 18,5 | 166 | 185 | |
| FRA | WHG/07A. | Merlan | VIIa | 18 | 15,3 | 85,0 | 1,8 | 15 | 17 | |
| FRA | WHG/7X7A. | Merlan | VIIb-k | 14 470 | 10 344 | 71,5 | 1 447 | 11 964 | 13 411 | |
| GBR | ANF/2AC4-C | Baudroie | IIa,IV | 8 950 | 7 899,3 | 88,3 | 895 | 8 392 | 9 287 | |
| GBR | ANF/561214 | Baudroie | Vb (CE), VI, XII, XIV | 1 865 | 1 505,1 | 80,7 | 186,5 | 1 442 | 1 629 | |
| GBR | ANF/07. | Baudroie | VII | 4 992 | 3 756,2 | 75,2 | 499,2 | 4 757 | 5 256 | |
| GBR | COD/561214 | Cabillaud | Vb (CE), VI, XII, XIV | 486 | 392,4 | 80,7 | 48,6 | 368 | 417 | |
| GBR | COD/07A. | Cabillaud | VIIa | 819 | 595,2 | 72,7 | 81,9 | 527 | 609 | |
| GBR | COD/7X7A34 | Cabillaud | VIIb-k, VIII, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 532 | 488,1 | 91,7 | 43,9 | 439 | 483 | |
| GBR | HAD/5BC6A. | Églefain | Vb (CE), VIa | 6 567 | 2 766,4 | 42,1 | 656,7 | 6 294 | 6 951 | |
| GBR | HER/07A/MM | Hareng | VIIa | 3 640 | 3 522,1 | 96,8 | 117,9 | 3 550 | 3 668 | |
| GBR | HER/7G-K. | Hareng | VIIg,h,j,k | 18 | 0,6 | 3,3 | 1,8 | 14 | 16 | |
| GBR | HKE/2AC4-C | Merlu | IIa (CE), IV (CE) | 262 | 248,5 | 94,8 | 13,5 | 278 | 292 | |
| GBR | HKE/571214 | Merlu | Vb (CE), VI, VII, XII, XIV | 3 896 | 2 980 | 76,5 | 389,6 | 4 424 | 4 814 | |
| GBR | JAX/578/14 | Chinard | Vb (CE), VI, VII, VIIIabde, XII, XIV | 6 590 | 6 339,9 | 96,2 | 250,1 | 13 266 | 13 516 | |
| GBR | LEZ/07. | Cardine | VII | 3 039 | 1 825,9 | 60,1 | 303,9 | 2 624 | 2 928 | |
| GBR | NEP/2AC4-C | Langoustine | IIa (CE), IV (CE) | 18 124 | 17 901,9 | 98,8 | 222,1 | 24 380 | 24 602 | |
| GBR | NEP/5BC6. | Langoustine | Vb (CE), VI | 12 379 | 10 197,7 | 82,4 | 1 237,9 | 17 257 | 18 495 | |
| GBR | NEP/07. | Langoustine | VII | 6 487 | 5 474,9 | 84,4 | 648,7 | 7 052 | 7 701 | |
| GBR | PLE/07A. | Plie | VIIa | 590 | 420,8 | 71,3 | 59 | 485 | 544 | |
| GBR | PLE/7DE. | Plie | VIIde | 1 477 | 1 297,6 | 87,9 | 147,7 | 1 498 | 1 646 | |
| GBR | PLE/7FG. | Plie | VIIfg | 69 | 56,1 | 81,3 | 6,9 | 112 | 119 | |
| GBR | POK/561214 | Lieu noir | Vb (CE), VI, XII, XIV | 4 141 | 2 002,9 | 48,4 | 414,1 | 3 592 | 4 006 | |
| GBR | SOL/24. | Sole commune | II, IV (CE) | 1 127 | 975 | 86,5 | 112,7 | 749 | 862 | |
| GBR | SOL/07A. | Sole commune | VIIa | 146 | 102,4 | 70,1 | 14,6 | 213 | 228 | |
| GBR | SOL/07D. | Sole commune | VIIId | 1 170 | 555 | 47,4 | 117 | 1 100 | 1 217 | |
| GBR | SOL/07E. | Sole commune | VIIe | 511 | 505 | 98,8 | 6 | 553 | 559 | |
| GBR | SOL/7FG. | Sole commune | VIIIf,g | 251 | 217,8 | 86,8 | 25,1 | 267 | 292 | |

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|---|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| GBR | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 109 678 | 109 143,2 | 99,5 | 534,8 | | | |
| GBR | WHB/8ABDE | Merlan bleu | VIIa, b, d, e | 17 672 | 0 | 0,0 | 1 767,2 | | | |
| GBR | WHB/1X14 | Merlan bleu | I, II, III, IV, V, VI, VII, VIIa,b,d,e, XII, XIV (CE et eaux internationales) | 917 | 162 | 17,7 | 2 302 | 68 161 | 70 463 | 1X14 |
| GBR | WHG/561214 | Merlan | Vb (CE), VI, XII, XIV | 199 | 46,2 | 23,2 | 19,9 | 780 | 872 | |
| GBR | WHG/07A | Merlan | VIIa | 2 485 | 554,5 | 22,3 | 248,5 | 2 140 | 2 389 | |
| GBR | WHG/7X7A | Merlan | VIIb-k | 496 | 407,2 | 82,1 | 49,6 | 469 | 519 | |
| IRL | ANF/561214 | Baudroie | Vb (CE), VI, XII, XIV | 2 653 | 2 584,8 | 97,4 | 68,2 | 2 005 | 2 073 | |
| IRL | ANF/07 | Baudroie | VII | 109 | 40 | 36,7 | 10,9 | 138 | 149 | |
| IRL | COD/561214 | Cabillaud | Vb (CE), VI, XII, XIV | 1 116 | 221,6 | 19,9 | 111,6 | 1 204 | 1 316 | |
| IRL | COD/07A | Cabillaud | VIIa | 820 | 819,5 | 99,9 | 0,5 | 818 | 819 | |
| IRL | COD/7X7A34 | Cabillaud | VIIb-k, VIII, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 598 | 1,4 | 0,2 | 59,8 | 615 | 675 | |
| IRL | HAD/5BC6A | Églefin | Vb (CE), VIa | 3 174 | 2 893 | 91,1 | 281 | 5 036 | 5 317 | |
| IRL | HER/5B6ANB | Hareng | Vb, VIaN (CE), VIb | 14 000 | 13 702 | 97,9 | 298 | 14 000 | 14 298 | |
| IRL | HER/6AS7BC | Hareng | Vias, VIIbc | 1 160 | 1 153,3 | 99,4 | 6,7 | 1 250 | 1 257 | |
| IRL | HER/07A/MM | Hareng | VIIa | 11 236 | 10 364,1 | 92,2 | 871,9 | 9 549 | 10 421 | |
| IRL | HER/7G-K | Hareng | VIIg,h,j,k | 1 118 | 1 049,3 | 93,9 | 68,7 | 1 358 | 1 427 | |
| IRL | HKE/571214 | Merlu | Vb (CE), VI, VII, XII, XIV | 3 189 | 2 239,5 | 70,2 | 318,9 | 3 029 | 3 348 | |
| IRL | LEZ/07 | Cardine | VII | 192 | 155,2 | 80,8 | 19,2 | 239 | 258 | |
| IRL | NEP/5BC6 | Langoustine | Vb (CE), VI | 7 302 | 7 029,3 | 96,3 | 272,7 | 7 928 | 8 201 | |
| IRL | NEP/07 | Langoustine | VII | 371 | 274,8 | 74,1 | 37,1 | 1 051 | 1 088 | |
| IRL | PLE/07A | Plie | VIIa | 92 | 43,5 | 47,3 | 9,2 | 33 | 42 | |
| IRL | PLE/7FG | Plie | VIIg | 79 | 27,2 | 34,4 | 7,9 | 63 | 71 | |
| IRL | POL/561214 | Lieu jaune | Vb (CE), VI, XII, XIV | 92 | 86,7 | 94,2 | 5,3 | 117 | 122 | |
| IRL | SOL/07A | Sole commune | VIIa | 36 | 34,1 | 94,7 | 1,9 | 30 | 32 | |
| IRL | SOL/7FG | Sole commune | VIIg | 79 393 | 70 029,2 | 88,2 | 7 939,3 | 40 677 | 48 616 | 1X14 |
| IRL | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 478 | 179,7 | 37,6 | 47,8 | 406 | 454 | |
| IRL | WHG/561214 | Merlan | Vb (CE), VI, XII, XIV | 286 | 92,7 | 32,4 | 28,6 | 252 | 281 | |
| IRL | WHG/07A | Merlan | VIIa | 6 006 | 5 767,5 | 96,0 | 238,5 | 5 544 | 5 783 | |
| IRL | WHG/7X7A | Merlan | VIIb-k | | | | | | | |

| Code pays | Code stock | Espèce | Zone | Quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % Quantité adaptée | Transferts 2006 | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 | Nouveau code |
|-----------|------------|--------------|---|-----------------------|---------------|--------------------|-----------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| NLD | ANF/2AC4-C | Baudroie | IIa,IV | 160 | 21,6 | 13,5 | 16 | 276 | 292 | |
| NLD | ANF/07. | Baudroie | VII | 19 | 16 | 84,2 | 1,9 | 317 | 319 | |
| NLD | COD/7X7A34 | Cabillaud | VIIb-k, VIII, IX, X, Copace 34.1.1 (CE) | 28 | 11,4 | 40,7 | 2,8 | 34 | 37 | |
| NLD | HER/7G-K. | Hareng | VIIghjk | 813 | 798,2 | 98,2 | 14,8 | 682 | 697 | |
| NLD | HKE/2AC4-C | Merlu | IIa (CE), IV (CE) | 50 | 38,2 | 76,4 | 5 | 51 | 56 | |
| NLD | HKE/8ABDE. | Merlu | VIIIa,b,d,e | 14 | 0,2 | 1,4 | 1,4 | 15 | 16 | |
| NLD | JAX/578/14 | Chinchar | Vb (CE), VI, VII, VIIIabde, XII, XIV | 47 853 | 42 210,1 | 88,2 | 4 785,3 | 46 801 | 51 586 | |
| NLD | NEP/2AC4-C | Langoustine | IIa (CE), IV (CE) | 1 035 | 1 016,2 | 98,2 | 18,8 | 758 | 777 | |
| NLD | SOL/24. | Sole commune | II, IV (CE) | 13 578 | 10 883,7 | 80,2 | 1 357,8 | 13 143 | 14 501 | |
| NLD | SOL/3A/BCD | Sole commune | IIa, IIb-cd (CE) | 30 | 10 | 33,3 | 3 | 73 | 76 | |
| NLD | WHB/571214 | Merlan bleu | V, VI, VII, XII, XIV | 143 216 | 123 262,8 | 86,1 | 14 321,6 | 64 053 | 78 375 | 1X14 |
| NLD | WHG/7X7A. | Merlan | VIIb-k | 206 | 187,8 | 91,2 | 18,2 | 97 | 115 | |

ANNEXE II

DEDUCTIONS DES QUOTAS 2006

| Pays | Espèce | Zone | Nom de l'espèce | Nom de la zone | Quantité adaptée 2005 | Marge | Total quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % | Déductions | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 |
|------|--------|--------|-----------------|---|-----------------------|-------|-----------------------------|---------------|-------|------------|------------------------|-----------------------|
| DEU | COD | 1/2B. | Cabillaud | I, IIb | 2 712 | 0 | 2 712 | 2 716,6 | 100,2 | -4,6 | 3 023 | 3 018 |
| DEU | HER | 03A. | Hareng | IIIa | 751 | 0 | 751 | 759,2 | 101,1 | -8,2 | 545 | 537 |
| DEU | LIN | 04-N. | Lingue | IV (eaux communautaires et eaux internationales) | 25 | 0 | 25 | 25,9 | 103,6 | -0,9 | 25 | 24 |
| DEU | MAC | 2CX14- | Maquereau | II (eaux non communautaires), Vb (eaux communautaires), VI, VII, VIIIa, b, d, e, XII, XIV | 10 754 | 3 866 | 14 620 | 14 636,7 | 100,1 | -16,7 | 14 369 | 14 352 |
| DNK | NEP | 04-N. | Langoustine | IV (eaux norvégiennes) | 989 | 0 | 989 | 1 036,9 | 104,8 | -47,9 | 1 230 | 1 182 |
| DNK | SOL | 3A/BCD | Sole commune | IIIa, IIIb, c, d (eaux communautaires) | 803 | 0 | 803 | 813,3 | 101,3 | -10,3 | 755 | 745 |
| ESP | ANF | 07. | Baudroie | VII | 1 952 | 92 | 2 044 | 2 047,6 | 100,2 | -3,6 | 971 | 967 |
| ESP | BLI | 67- | Lingue bleue | VI, VII (eaux communautaires et eaux internationales) | 124 | 0 | 124 | 178,6 | 144,0 | -54,6 | 104 | 49 |
| FRA | ANF | 8ABDE. | Baudroie | VIIIa, b, d, e | 5 199 | 0 | 5 199 | 5 334,8 | 102,6 | -135,8 | 6 325 | 6 189 |
| FRA | ANF | 8C3411 | Baudroie | VIIIc, IX, X (Copace 34.1.1) (eaux communautaires) | 32 | 0 | 32 | 123,7 | 386,6 | -91,7 | 2 | 0 |
| FRA | BSF | 56712- | Sabre noir | V, VI, VII, XII (eaux communautaires et eaux internationales) | 2 497 | 0 | 2 497 | 2 634,4 | 105,5 | -137,4 | 2 433 | 2 296 |
| FRA | GFB | 89- | Phycis | VIII, IX (eaux communautaires et eaux internationales) | 35 | 0 | 35 | 38,8 | 110,9 | -3,8 | 15 | 11 |

| Pays | Espèce | Zone | Nom de l'espèce | Nom de la zone | Quantité adaptée 2005 | Marge | Total quantité adaptée 2005 | Captures 2005 | % | Déductions | Quantité initiale 2006 | Quantité révisée 2006 |
|------|--------|--------|-------------------|---|-----------------------|--------|-----------------------------|---------------|-------|------------|------------------------|-----------------------|
| FRA | MAC | 2A34. | Maquereau | II (eaux communautaires), IIIa, IIIb, c, d (eaux communautaires), IV | 467 | 262 | 729 | 1 022,3 | 140,2 | - 293,3 | 483 | 190 |
| FRA | NEP | 8ABDE. | Langoustine | VIIIa, b, d, e | 3 082 | 0 | 3 082 | 3 621,5 | 117,5 | - 539,5 | 3 788 | 3 249 |
| FRA | SOL | 8AB. | Sole commune | VIIIa, b | 3 816 | 0 | 3 816 | 3 918,4 | 102,7 | - 102,4 | 3 722 | 3 620 |
| GBR | HER | 4AB. | Hareng | IV au nord de 53° 30' N | 94 942 | 0 | 94 942 | 97 102,1 | 102,3 | - 2 160,1 | 63 333 | 61 173 |
| GBR | HER | 5B6ANB | Hareng | Vb, VIaN (eaux communautaires), Vlb | 17 788 | 0 | 17 788 | 17 960,6 | 101,0 | - 172,6 | 20 145 | 19 972 |
| GBR | MAC | 2A34. | Maquereau | II (eaux communautaires), IIIa, IIIb, c, d (eaux communautaires), IV | 609 | 37 363 | 37 972 | 38 019,9 | 100,1 | - 47,9 | 451 | 403 |
| GBR | MAC | 2CX14- | Maquereau | II (eaux non communautaires), Vb (eaux communautaires), VI, VII, VIIIa, b, d, e, XII, XIV | 92 101 | 0 | 128 751 | 157 308 | 122,2 | - 28 557 | 131 713 | 103 156 |
| IRL | JAX | 578/14 | Chinchards n.s.a. | Vb(1), VI, VII, VIIIa), b), d), e), XII, XIV | 33 542 | 0 | 33 542 | 35 019,6 | 104,4 | - 1 477,6 | 31 934 | 30 456 |
| IRL | MAC | 2CX14- | Maquereau | II (eaux non communautaires), Vb (eaux communautaires), VI, VII, VIIIa, b, d, e, XII, XIV | 31 931 | 0 | 45 849 | 52 426,8 | 114,3 | - 6 577,8 | 47 894 | 41 316 |
| NLD | T/B | 2AC4-C | Turbot et barbue | IIa (eaux communautaires), IV (eaux communautaires) | 2 497 | 0 | 2 497 | 2 590,7 | 103,8 | - 93,7 | 2 401 | 2 307 |
| POL | HER | 3BC+24 | Hareng | Subdivisions 22-24 | 5 985 | 0 | 5 985 | 6 273,6 | 104,8 | - 288,6 | 6 181 | 5 892 |
| PRT | ANF | 8C4311 | Baudroie | VIIIc, IX, X (Copace 34.1.1) (eaux communautaires) | 334 | 0 | 334 | 348,3 | 104,3 | - 14,3 | 324 | 310 |
| PRT | COD | 1N2AB. | Cabillaud | I, II (eaux norvégiennes) | 2 628 | 0 | 2 628 | 2 629,7 | 100,1 | - 1,7 | 2 550 | 2 548 |
| PRT | HKE | 8C3411 | Merlu | VIIIc, IX, X (Copace 34.1.1) (eaux communautaires) | 1 867 | 0 | 1 867 | 1 943,7 | 104,1 | - 76,7 | 1 989 | 1 912 |

RÈGLEMENT (CE) N° 743/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****fixant les prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine et modifiant le règlement (CE) n° 1484/95**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2771/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs ⁽¹⁾, et notamment son article 5, paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 2777/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de volaille ⁽²⁾, et notamment son article 5, paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 2783/75 du Conseil du 29 octobre 1975 concernant le régime commun d'échanges pour l'ovalbumine et la lactalbumine ⁽³⁾, et notamment son article 3, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) n° 1484/95 de la Commission ⁽⁴⁾ a fixé les modalités d'application du régime relatif à l'application des droits additionnels à l'importation et a fixé les prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine.

(2) Il résulte du contrôle régulier des données, sur lesquelles est basée la détermination des prix représentatifs pour les produits des secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine, qu'il s'impose de modifier les prix représentatifs pour les importations de certains produits en tenant compte de variations des prix selon l'origine. Il convient, dès lors, de publier les prix représentatifs.

(3) Il est nécessaire d'appliquer cette modification dans les plus brefs délais, compte tenu de la situation du marché.

(4) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de volaille et des œufs,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe I du règlement (CE) n° 1484/95 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission

J. L. DEMARTY

*Directeur général de l'agriculture et
du développement rural*

⁽¹⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 49. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 806/2003 (JO L 122 du 16.5.2003, p. 1).

⁽²⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 77. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 806/2003.

⁽³⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 104. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2916/95 de la Commission (JO L 305 du 19.12.1995, p. 49).

⁽⁴⁾ JO L 145 du 29.6.1995, p. 47. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 578/2006 (JO L 100 du 8.4.2006, p. 7).

ANNEXE

du règlement de la Commission du 17 mai 2006 fixant les prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine et modifiant le règlement (CE) n° 1484/95

«ANNEXE I

| Code NC | Désignation des marchandises | Prix représentatif (EUR/100 kg) | Garantie visée à l'article 3, paragraphe 3 (EUR/100 kg) | Origine ⁽¹⁾ |
|------------|---|---------------------------------|---|------------------------|
| 0207 12 90 | Carcasses de poulets présentation 65 %, congelées | 96,7 | 6 | 01 |
| | | 106,8 | 3 | 02 |
| 0207 14 10 | Morceaux désossés de coqs ou de poules, congelés | 172,0 | 44 | 01 |
| | | 208,6 | 27 | 02 |
| | | 274,2 | 8 | 03 |
| 0207 25 10 | Carcasses de dindes présentation 80 %, congelées | 170,0 | 0 | 01 |
| 0207 27 10 | Morceaux désossés de dindes, congelés | 214,4 | 25 | 01 |
| | | 261,2 | 11 | 03 |
| 1602 32 11 | Préparations non cuites de coqs ou de poules | 192,0 | 28 | 01 |
| | | 167,9 | 40 | 02 |

⁽¹⁾ Origine des importations:

- 01 Brésil
- 02 Argentine
- 03 Chili.»

RÈGLEMENT (CE) N° 744/2006 DE LA COMMISSION
du 17 mai 2006
fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des œufs

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2771/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs⁽¹⁾, et notamment son article 8, paragraphe 3, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2771/75, la différence entre les prix des produits visés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, de ce règlement sur le marché mondial et les prix dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation.
- (2) Compte tenu de la situation actuellement observée sur le marché des œufs, des restitutions à l'exportation doivent être fixées conformément aux règles et à certains critères prévus à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2771/75.
- (3) L'article 8, paragraphe 3, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 2771/75 prévoit que la restitution peut faire l'objet d'une différenciation selon la destination lorsque la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés la rendent nécessaire.
- (4) Les restitutions ne doivent être accordées que pour les produits qui sont autorisés à circuler librement dans la Communauté et qui répondent aux exigences du règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires⁽²⁾ et du règlement (CE) n° 853/2004 du

Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale⁽³⁾ ainsi qu'aux conditions de marquage énoncées par le règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil du 26 juin 1990 concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs⁽⁴⁾.

- (5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de volaille et des œufs,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Les produits bénéficiant des restitutions à l'exportation prévues à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2771/75 et les montants de ces restitutions sont spécifiés à l'annexe du présent règlement, sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 2 du présent article.

2. Les produits pouvant bénéficier d'une restitution en vertu du paragraphe 1 doivent satisfaire aux exigences des règlements (CE) n° 852/2004 et (CE) n° 853/2004, et notamment être préparés dans un établissement agréé et satisfaire aux conditions de marquage fixées à l'annexe II, section I, du règlement (CE) n° 853/2004 ainsi qu'à celles définies par le règlement (CEE) n° 1907/90.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission

J. L. DEMARTY

*Directeur général de l'agriculture et
du développement rural*

⁽¹⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 49. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1913/2005 (JO L 307 du 25.11.2005, p. 2).

⁽²⁾ JO L 139 du 30.4.2004, p. 1. Version rectifiée au JO L 226 du 25.6.2004, p. 3.

⁽³⁾ JO L 139 du 30.4.2004, p. 55. Version rectifiée au JO L 226 du 25.6.2004, p. 22.

⁽⁴⁾ JO L 173 du 6.7.1990, p. 5. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1039/2005 (JO L 172 du 5.7.2005, p. 1).

ANNEXE

Restitutions à l'exportation dans le secteur des œufs applicables à partir du 18 mai 2006

| Code des produits | Destination | Unité de mesure | Montant des restitutions |
|-------------------|-------------|-----------------|--------------------------|
| 0407 00 11 9000 | E16 | EUR/100 pcs | 1,35 |
| 0407 00 19 9000 | E16 | EUR/100 pcs | 0,70 |
| 0407 00 30 9000 | E09 | EUR/100 kg | 6,00 |
| | E10 | EUR/100 kg | 20,00 |
| | E17 | EUR/100 kg | 3,00 |
| 0408 11 80 9100 | E18 | EUR/100 kg | 40,00 |
| 0408 19 81 9100 | E18 | EUR/100 kg | 20,00 |
| 0408 19 89 9100 | E18 | EUR/100 kg | 20,00 |
| 0408 91 80 9100 | E18 | EUR/100 kg | 73,00 |
| 0408 99 80 9100 | E18 | EUR/100 kg | 18,00 |

NB: Les codes des produits ainsi que les codes des destinations série «A» sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission (JO L 366 du 24.12.1987, p. 1), modifié.

Les codes des destinations numériques sont définis au règlement (CE) n° 750/2005 (JO L 126 du 19.5.2005, p. 12).

Les autres destinations sont définies comme suit:

E09 Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Émirats arabes unis, Yémen, Hong Kong SAR, Russie, Turquie.

E10 Corée du Sud, Japon, Malaisie, Thaïlande, Taiwan, Philippines.

E16 Toutes les destinations, à l'exception des États-Unis d'Amérique, de la Roumanie et de la Bulgarie.

E17 Toutes les destinations, à l'exception de la Suisse, de la Roumanie, de la Bulgarie et des groupes E09, E10.

E18 Toutes les destinations, à l'exception de la Suisse, de la Roumanie et de la Bulgarie.

RÈGLEMENT (CE) N° 745/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de volaille**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2777/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de volaille⁽¹⁾, et notamment son article 8, paragraphe 3, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2777/75, la différence entre les prix des produits visés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, du règlement précité sur le marché mondial et les prix dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation.
- (2) Compte tenu de la situation actuellement observée sur le marché de la viande de volaille, des restitutions à l'exportation doivent être fixées conformément aux règles et critères prévus à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2777/75.
- (3) L'article 8, paragraphe 3, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 2777/75 prévoit que la restitution peut être différenciée selon les destinations lorsque la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés le rendent nécessaire.
- (4) Les restitutions ne doivent être accordées que pour les produits autorisés à circuler librement dans la Communauté et qui portent la marque d'identification prévue à l'article 5, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applica-

bles aux denrées alimentaires d'origine animale⁽²⁾. Ces produits doivent également satisfaire aux exigences du règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires⁽³⁾.

- (5) Les négociations dans le cadre des accords européens entre la Communauté européenne, la Roumanie et la Bulgarie visent tout particulièrement à libéraliser les échanges de produits régis par l'organisation commune du marché concerné. Il convient donc de supprimer les restitutions à l'exportation pour ces deux pays.
- (6) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de volaille et des œufs,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Les produits bénéficiant des restitutions à l'exportation prévues à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2777/75 et les montants de ces restitutions sont spécifiés à l'annexe du présent règlement, sous réserve de la condition énoncée au paragraphe 2 du présent article.

2. Les produits pouvant bénéficier d'une restitution en vertu du paragraphe 1 doivent satisfaire aux exigences des règlements (CE) n° 852/2004 et (CE) n° 853/2004, et notamment être préparés dans un établissement agréé et satisfaire aux conditions de marquage d'identification fixées à l'annexe II, section I, du règlement (CE) n° 853/2004.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission

J. L. DEMARTY

*Directeur général de l'agriculture et
du développement rural*

⁽¹⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 77. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1913/2005 (JO L 307 du 25.11.2005, p. 2).

⁽²⁾ JO L 139 du 30.4.2004, p. 55. Version rectifiée au JO L 226 du 25.6.2004, p. 22.

⁽³⁾ JO L 139 du 30.4.2004, p. 1. Version rectifiée au JO L 226 du 25.6.2004, p. 3.

ANNEXE

Restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de volaille applicables à partir du 18 mai 2006

| Code des produits | Destination | Unité de mesure | Montant des restitutions |
|-------------------|-------------|-----------------|--------------------------|
| 0105 11 11 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 0,80 |
| 0105 11 19 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 0,80 |
| 0105 11 91 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 0,80 |
| 0105 11 99 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 0,80 |
| 0105 12 00 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 1,60 |
| 0105 19 20 9000 | V02 | EUR/100 pcs | 1,60 |
| 0207 12 10 9900 | V03 | EUR/100 kg | 53,00 |
| 0207 12 90 9190 | V03 | EUR/100 kg | 53,00 |
| 0207 12 90 9990 | V03 | EUR/100 kg | 53,00 |
| 0207 14 20 9900 | V03 | EUR/100 kg | 33,00 |
| 0207 14 60 9900 | V03 | EUR/100 kg | 33,00 |
| 0207 14 70 9190 | V03 | EUR/100 kg | 33,00 |
| 0207 14 70 9290 | V03 | EUR/100 kg | 33,00 |

NB: Les codes des produits ainsi que les codes des destinations série «A» sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission (JO L 366 du 24.12.1987, p. 1), modifié.

Les codes des destinations numériques sont définis au règlement (CE) n° 750/2005 de la Commission (JO L 126 du 19.5.2005, p. 12).

Les autres destinations sont définies comme suit:

V02 Toutes les destinations, à l'exception de la Bulgarie, de la Roumanie et des États Unis d'Amérique.

V03 A24, Angola, Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Oman, Émirats arabes unis, Jordanie, Yémen, Liban, Iraq, Iran.

RÈGLEMENT (CE) N° 746/2006 DE LA COMMISSION

du 17 mai 2006

concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, de Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾,vu le règlement (CE) n° 2286/2002 du Conseil du 10 décembre 2002 fixant le régime applicable aux produits agricoles et les marchandises résultant de leur transformation originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et abrogeant le règlement (CE) n° 1706/98 ⁽²⁾,vu le règlement (CE) n° 2247/2003 de la Commission du 19 décembre 2003 portant modalités d'application dans le secteur de la viande bovine, du règlement (CE) n° 2286/2002 du Conseil fixant le régime applicable aux produits agricoles et aux marchandises résultant de leur transformation, originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ⁽³⁾, et notamment son article 5,

considérant ce qui suit:

(1) L'article 1^{er} du règlement (CE) n° 2247/2003 prévoit la possibilité de délivrer des certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, de Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie. Toutefois, les importations doivent se réaliser dans les limites des quantités prévues pour chacun de ces pays tiers exportateurs.

(2) Les demandes de certificats introduites du 1^{er} au 10 mai 2006, exprimées en viande désossée, conformément au règlement (CE) n° 2247/2003, ne sont pas supérieures pour les produits originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, de Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie aux quantités disponibles pour ces États. Il est, dès lors, possible de délivrer des certificats d'importation pour les quantités demandées.

(3) Il convient de procéder à la fixation des quantités pour lesquelles des certificats peuvent être demandés à partir du 1^{er} juin 2006, dans le cadre de la quantité totale de 52 100 t.

(4) Il semble utile de rappeler que ce règlement ne porte pas préjudice à l'application de la directive 72/462/CEE du Conseil du 12 décembre 1972 concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, de viande fraîche ou de produits à base de viande en provenance de pays tiers ⁽⁴⁾,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les États membres suivants délivrent le 21 mai 2006 les certificats d'importation concernant des produits du secteur de la viande bovine, exprimés en viande désossée, originaires de certains États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pour les quantités et les pays d'origine indiqués ci-après:

Allemagne:

— 57 t originaires du Botswana.

— 121 t originaires de Namibie.

Royaume-Uni:

— 600 t originaires de Namibie.

Article 2

Des demandes de certificats peuvent être déposées, conformément à l'article 4, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2247/2003 au cours des dix premiers jours du mois de mai 2006 pour les quantités de viandes bovines désossées suivantes:

| | |
|-------------|-----------|
| Botswana: | 17 729 t, |
| Kenya: | 142 t, |
| Madagascar: | 7 579 t, |
| Swaziland: | 3 363 t, |
| Zimbabwe: | 9 100 t, |
| Namibie: | 10 679 t. |

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

⁽¹⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 21. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1899/2004 de la Commission (JO L 328 du 30.10.2004, p. 67).

⁽²⁾ JO L 348 du 21.12.2002, p. 5.

⁽³⁾ JO L 333 du 20.12.2003, p. 37. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1118/2004 (JO L 217 du 17.6.2004, p. 10).

⁽⁴⁾ JO L 302 du 31.12.1972, p. 28. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 807/2003 (JO L 122 du 16.5.2003, p. 36).

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission
J. L. DEMARTY
*Directeur général de l'agriculture et
du développement rural*

RÈGLEMENT (CE) N° 747/2006 DE LA COMMISSION**du 17 mai 2006****fixant les taux des restitutions applicables aux œufs et aux jaunes d'œufs exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2771/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur des œufs⁽¹⁾, et notamment son article 8, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

(1) Conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2771/75, la différence entre les prix dans le commerce international des produits visés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, de ce règlement et les prix dans la Communauté peut être couverte par une restitution à l'exportation lorsque ces produits sont exportés sous forme de marchandises reprises à l'annexe de ce règlement.

(2) Le règlement (CE) n° 1043/2005 de la Commission du 30 juin 2005, portant application du règlement (CE) n° 3448/93 du Conseil en ce qui concerne le système d'octroi des restitutions à l'exportation pour certains produits agricoles exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité et les critères de fixation de leur montant⁽²⁾, spécifie ceux de ces produits pour lesquels il y a lieu de fixer un taux de restitution applicable lors de leur exportation sous forme de marchandises reprises à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2771/75.

(3) Conformément à l'article 14, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1043/2005, le taux de la restitution par 100 kilogrammes de chacun des produits de base considérés doit être fixé pour une durée identique à celle retenue pour la fixation des restitutions applicables à ces mêmes produits exportés en l'état.

(4) L'article 11 de l'accord sur l'agriculture conclu dans le cadre des négociations multilatérales du cycle de l'Uruguay impose que la restitution octroyée à l'exportation pour un produit incorporé dans une marchandise ne peut être supérieure à la restitution applicable à ce produit exporté en l'état.

(5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de volaille et des œufs,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les taux des restitutions applicables aux produits de base figurant à l'annexe I du règlement (CE) n° 1043/2005 et à l'article 1^{er}, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2771/75, qui sont exportés sous forme de marchandises reprises à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2771/75, sont fixés comme indiqué à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 18 mai 2006.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2006.

Par la Commission

Günter VERHEUGEN

Vice-président

(¹) JO L 282 du 1.11.1975, p. 49. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1913/2005 (JO L 307 du 25.11.2005, p. 2).

(²) JO L 172 du 5.7.2005, p. 24.

ANNEXE

Taux des restitutions applicables à partir du 17 mai 2006 aux œufs et jaunes d'œufs exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité

(EUR/100 kg)

| Code NC | Désignation des marchandises | Destination ⁽¹⁾ | Taux des restitutions |
|---------------|---|----------------------------|-----------------------|
| 0407 00 | Œufs d'oiseaux, en coquilles, frais, conservés ou cuits: | | |
| | – de volailles de basse-cour: | | |
| 0407 00 30 | – – autres: | | |
| | a) en cas d'exportation d'ovoalbumine relevant des codes NC 3502 11 90 et 3502 19 90 | 02 | 6,00 |
| | | 03 | 20,00 |
| | | 04 | 3,00 |
| | b) en cas d'exportation d'autres marchandises | 01 | 3,00 |
| 0408 | Œufs d'oiseaux, dépourvus de leurs coquilles et jaunes d'œufs, frais, séchés, cuits à l'eau ou à la vapeur, moulés, congelés ou autrement conservés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants: | | |
| | – Jaunes d'œufs: | | |
| 0408 11 | – – séchés: | | |
| ex 0408 11 80 | – – – propres à des usages alimentaires: non édulcorés | 01 | 40,00 |
| 0408 19 | – – autres: | | |
| | – – – propres à des usages alimentaires: | | |
| ex 0408 19 81 | – – – – liquides: non édulcorés | 01 | 20,00 |
| ex 0408 19 89 | – – – – congelés: non édulcorés | 01 | 20,00 |
| | – autres: | | |
| 0408 91 | – – séchés: | | |
| ex 0408 91 80 | – – – propres à des usages alimentaires: non édulcorés | 01 | 73,00 |
| 0408 99 | – – autres: | | |
| ex 0408 99 80 | – – – propres à des usages alimentaires: non édulcorés | 01 | 18,00 |

⁽¹⁾ Les destinations sont identifiées comme suit:

01 pays tiers, à l'exception de la Bulgarie à compter du 1^{er} octobre 2004 et de la Roumanie à compter du 1^{er} décembre 2005. Pour la Suisse et le Liechtenstein, ces taux ne sont pas applicables avec effet au 1^{er} février 2005 aux marchandises exportées visées aux tableaux I et II du protocole n° 2 à l'accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération suisse et la CEE;

02 Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Émirats arabes unis, Yémen, Turquie, Hong Kong SAR et Russie;

03 Corée du Sud, Japon, Malaisie, Thaïlande, Taïwan et Philippines;

04 toutes les destinations, à l'exception de la Suisse, de la Bulgarie avec effet au 1^{er} octobre 2004, de la Roumanie avec effet au 1^{er} décembre 2005 et de celles visées sous 02 et 03.

DIRECTIVE 2006/45/CE DE LA COMMISSION**du 16 mai 2006****modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en ce qui concerne la spécification de la substance active propoxycarbazone****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

vu le traité instituant la Communauté européenne,

Article premier

vu la directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽¹⁾, et notamment son article 6, paragraphe 1, deuxième alinéa, deuxième tiret,

L'annexe I de la directive 91/414/CEE est modifiée conformément à l'annexe de la présente directive.

considérant ce qui suit:

Article 2

(1) En vertu de la directive 2003/119/CE de la Commission ⁽²⁾, le propoxycarbazone a été inscrit sur la liste des substances actives figurant à l'annexe I de la directive 91/414/CEE.

Les États membres adoptent et publient, le 18 septembre 2006 au plus tard, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions ainsi qu'un tableau de correspondance entre ces dispositions et la présente directive.

(2) Lorsque le fabricant du propoxycarbazone, Bayer CropScience, a demandé l'inscription du produit sur cette liste, il a fourni une spécification fondée sur une production à petite échelle. Pour la production à grande échelle, la société Bayer CropScience entend à présent modifier la spécification en ce qui concerne la pureté. Elle a fourni des données visant à démontrer que la nouvelle spécification satisfait aux critères d'inscription.

Ils appliquent ces dispositions à partir du 19 septembre 2006.

(3) L'Allemagne a évalué les informations et les données fournies par le fabricant. En juillet 2005, elle a informé la Commission qu'à ses yeux la nouvelle spécification n'engendrait aucun risque autre que ceux déjà pris en compte à la rubrique «propoxycarbazone» de l'annexe I de la directive 91/414/CEE et dans le rapport d'examen de Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

Article 3

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

(4) Il y a donc lieu de modifier la spécification du propoxycarbazone.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

(5) Il convient de modifier la directive 91/414/CEE en conséquence.

Fait à Bruxelles, le 16 mai 2006.

(6) Les mesures prévues par la présente directive sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale,

Par la Commission

Markos KYPRIANOU

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 230 du 19.8.1991, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2006/39/CE de la Commission (JO L 104 du 13.4.2006, p. 30).

⁽²⁾ JO L 325 du 12.12.2003, p. 41.

ANNEXE

À l'annexe I de la directive 91/414/CEE, le point 77 est remplacé par le texte suivant:

| | | | | | | |
|-----|---|--|--|----------------------------|--------------|--|
| «77 | Propoxycarbazone N° CAS 145026-81-9 N° CIMAP 655 | 2-(4,5-dihydro-4-méthyl-5-oxo-3-propoxy-1H-1,2,4-triazol-1-yl) carboxamidosulfonylebenzoin- cacid-méthylester | ≥ 950 g/kg (sous la forme de propoxy- carbazonne de sodium) | 1 ^{er} avril 2004 | 31 mars 2014 | <p>Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</p> <p>Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe VI, il sera tenu compte du rapport d'examen sur le propoxycarbazonne, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale le 3 octobre 2003. Dans cette évaluation générale, les États membres</p> <ul style="list-style-type: none"> — doivent accorder une attention particulière à la contamination potentielle des eaux souterraines par le propoxycarbazonne et ses métabolites, lorsque la substance active est appliquée dans des régions sensibles du point de vue du sol et/ou des conditions climatiques, — doivent accorder une attention particulière à la protection des écosystèmes aquatiques, en particulier des plantes aquatiques. <p>Des mesures visant à atténuer les risques doivent être prises, le cas échéant.»</p> |
|-----|---|--|--|----------------------------|--------------|--|

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 28 avril 2006

déterminant les quantités de bromure de méthyle pouvant être employées pour des utilisations critiques dans la Communauté entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2006 en vertu du règlement (CE) n° 2037/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

[notifiée sous le numéro C(2006) 1244]

(Les textes en langues anglaise, espagnole, française, italienne, néerlandaise, polonaise et portugaise sont les seuls faisant foi.)

(2006/350/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ⁽¹⁾, et notamment son article 3, paragraphe 2, point ii),

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 3, paragraphe 2, point i) d), et l'article 4, paragraphe 2, point i) d), du règlement (CE) n° 2037/2000 interdisent la production, l'importation et la mise sur le marché de bromure de méthyle après le 31 décembre 2004, sauf, notamment ⁽²⁾, pour des utilisations critiques, conformément à l'article 3, paragraphe 2, point ii), et aux critères définis dans la décision IX/6 des parties au protocole de Montréal, ainsi qu'à tout autre critère pertinent établi d'un commun accord par les parties. Les dérogations concernant les utilisations critiques sont limitées et sont destinées à donner le temps nécessaire à l'adoption de solutions de rechange.
- (2) Selon la décision IX/6, l'utilisation de bromure de méthyle n'est considérée comme «critique» que si la partie qui formule la demande estime que la non-dispo-

nibilité du bromure de méthyle pour l'usage concerné créerait un déséquilibre important du marché et s'il n'existe pas de solution de rechange techniquement ou économiquement possible, ni de produit de remplacement qui soit acceptable pour l'utilisateur du point de vue de l'environnement ou de la santé, ou convenant aux cultures et aux conditions justifiant la demande. Par ailleurs, la production et la consommation éventuelles de bromure de méthyle pour des utilisations critiques ne sont autorisées que si toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables ont été prises afin de réduire au minimum les utilisations critiques et toute émission connexe de bromure de méthyle. La partie demanderesse doit en outre démontrer que des mesures appropriées sont prises pour évaluer les solutions de rechange et les produits de remplacement, les commercialiser et obtenir l'approbation d'une réglementation nationale pertinente et que des programmes de recherche ont été mis en place pour mettre au point et appliquer les solutions de rechange et les produits de remplacement.

- (3) La Commission a reçu 79 propositions d'utilisation critique de bromure de méthyle émanant de neuf États membres, à savoir la Belgique (44 070 kg), la France (259 097 kg), l'Allemagne (19 450 kg), l'Irlande (1 250 kg), l'Italie (1 333 225 kg), la Pologne (45 900 kg), le Portugal (50 000 kg), l'Espagne (986 000 kg), les Pays-Bas (120 kg) et le Royaume-Uni (139 285 kg). Un total de 2 878 397 kg a été demandé, dont 2 690 275 kg (94 %) pour des utilisations avant récolte et 188 140 kg (6 %) pour des utilisations après récolte. L'Allemagne a informé par la suite la Commission qu'elle retirait l'ensemble de ses propositions, dans la mesure où des solutions de rechange étaient désormais disponibles.

⁽¹⁾ JO L 244 du 29.9.2000, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 29/2006 de la Commission (JO L 6 du 11.1.2006, p. 27).

⁽²⁾ Parmi les autres utilisations figurent les applications à des fins de quarantaine et avant expédition, les utilisations comme intermédiaire de synthèse et les utilisations en laboratoire et à des fins d'analyse.

- (4) La Commission a appliqué les critères figurant dans la décision IX/6 et à l'article 3, paragraphe 2, point ii), du règlement (CE) n° 2037/2000, afin de déterminer les quantités de bromure de méthyle pouvant être employées pour des utilisations critiques en 2006. Elle a jugé qu'il existait des solutions de remplacement satisfaisantes dans la Communauté et que celles-ci s'étaient répandues dans de nombreux pays signataires du protocole de Montréal depuis la préparation des propositions d'utilisations critiques par les États membres. Dans ces conditions, la Commission a estimé que 1 607 587 kg de bromure de méthyle pouvaient être employés pour couvrir les utilisations critiques des États membres ayant déposé une demande d'utilisation de bromure de méthyle. Cette quantité représente 8,4 % de la consommation de la Communauté européenne en 1991, ce qui signifie que plus de 91,6 % du bromure de méthyle a été remplacé par des produits de substitution. Les catégories d'utilisations critiques sont les mêmes que celles qui figurent dans la section IIB de la décision XVI/2 ⁽¹⁾ et dans le tableau A de la décision XVII/9 adoptée lors de la dix-septième réunion des parties au protocole de Montréal ⁽²⁾.
- (5) L'article 3, paragraphe 2, point ii), dispose que la Commission détermine les utilisateurs susceptibles de bénéficier de la dérogation pour utilisation critique. L'article 17, paragraphe 2, disposant que les États membres doivent définir le niveau de qualification minimale du personnel utilisant du bromure de méthyle et la fumigation constituant l'unique utilisation, la Commission a estimé que les fumigateurs utilisant du bromure de méthyle sont les seuls utilisateurs proposés par l'État membre et autorisés par la Commission à utiliser du bromure de méthyle pour des utilisations critiques. Les fumigateurs sont qualifiés pour utiliser le produit correctement, ce qui n'est pas le cas des agriculteurs ou des minotiers qui ne sont généralement pas qualifiés en la matière et qui sont simplement propriétaires des lieux où le produit est employé. De plus, les États membres ont mis en place des procédures d'identification des fumigateurs sur leur territoire qui sont autorisés à utiliser le bromure de méthyle pour des utilisations critiques.
- (6) La décision IX/6 dispose que la production et la consommation de bromure de méthyle pour utilisation critique ne doivent être autorisées que si le bromure de méthyle n'est pas disponible dans les stocks existants de matière emmagasinée ou recyclée. L'article 3, paragraphe 2, point ii), dispose que la production et l'importation de bromure de méthyle ne sont autorisées que s'il n'est pas possible de se procurer du bromure de méthyle recyclé ou régénéré auprès des parties. Conformément à la décision IX/6 et à l'article 3, paragraphe 2, point ii), la Commission a estimé que 50 047 kg de stocks sont disponibles pour des utilisations critiques.
- (7) En vertu de l'article 4, paragraphe 2, point ii), sous réserve de l'article 4, paragraphe 4, la mise sur le marché et l'utilisation de bromure de méthyle par des entreprises autres que des producteurs et importateurs est interdite après le 31 décembre 2005. L'article 4, paragraphe 4, prévoit que l'article 4, paragraphe 2, ne s'applique pas à la mise sur le marché ni à l'utilisation de substances réglementées lorsqu'elles sont utilisées pour répondre aux demandes pour lesquelles une licence a été accordée aux fins d'utilisations critiques émanant des utilisateurs déterminés conformément à l'article 3, paragraphe 2.
- Par conséquent, en plus des producteurs et des importateurs, les fumigateurs enregistrés par la Commission en 2006 seraient autorisés à mettre sur le marché du bromure de méthyle et à l'employer pour des utilisations critiques après le 31 décembre 2005. En règle générale, les fumigateurs s'adressent à un importateur tant pour obtenir l'importation de bromure de méthyle que pour s'en procurer. Les fumigateurs enregistrés à cette fin par la Commission en 2005 seraient autorisés à reporter en 2006 les éventuels excédents (ou «stocks») de bromure de méthyle qui n'auraient pas été utilisés en 2005. La Commission européenne a mis en place des procédures d'autorisation permettant de déduire ces stocks de bromure de méthyle avant toute importation ou production de bromure de méthyle supplémentaire pour répondre aux demandes d'utilisations critiques autorisées pour 2006.
- (8) Trois utilisations du bromure de méthyle prévues par la présente décision sont définies comme des utilisations «biocides» soumises à des restrictions supplémentaires. Le règlement (CE) n° 2032/2003 de la Commission ⁽³⁾ classe le bromure de méthyle parmi les substances biocides dont la mise sur le marché n'est pas autorisée après le 1^{er} septembre 2006. La Commission peut autoriser un État membre à utiliser du bromure de méthyle après cette date, à condition que ledit État membre prouve qu'il répond aux critères de dérogation pour «utilisation essentielle» définis à l'article 4 bis du règlement (CE) n° 2032/2003. Les quantités de bromure de méthyle destinées à des utilisations biocides qui, en vertu du règlement (CE) n° 2032/2003, doivent faire l'objet d'une autorisation pour «utilisation essentielle» en cas d'utilisation après le 1^{er} septembre 2006, sont indiquées aux annexes I, IV et VIII de la présente décision.
- (9) Étant donné que les applications critiques du bromure de méthyle entrent en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2006, et afin que les entreprises et les opérateurs intéressés puissent bénéficier du système d'autorisation, la présente décision s'applique à compter de cette date.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité institué par l'article 18 du règlement (CE) n° 2037/2000,

⁽¹⁾ UNEP/OzL.Pro.16/17. Rapport de la seizième réunion des parties au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, organisée du 22 au 26 novembre 2004 à Prague, République tchèque. Voir:

www.unep.org/ozone/Meeting_Documents/mop/index.asp

⁽²⁾ UNEP/OzL.Pro.17/11. Rapport de la dix-septième réunion des parties au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, organisée du 12 au 16 décembre 2005 à Dakar, Sénégal. Voir:

www.unep.org/ozone/Meeting_Documents/mop/index.asp

⁽³⁾ JO L 307 du 24.11.2003, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1048/2005 (JO L 178 du 9.7.2005, p. 1).

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont autorisés à utiliser une quantité totale de 1 607 587 kg de bromure de méthyle pour utilisations critiques entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2006, dans les limites des quantités et des catégories d'emploi indiquées dans les annexes I à VIII.

Article 2

Le Royaume de Belgique, la République italienne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne sont pas autorisés à employer le bromure de méthyle pour des utilisations biocides entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2006, sauf si une autorisation pour «utilisation essentielle» aux fins expressément énoncées dans les annexes I, IV et VIII est accordée à l'État membre concerné conformément aux procédures définies à l'article 4 bis du règlement (CE) n° 2032/2003.

Article 3

Les stocks déclarés disponibles aux fins d'utilisations critiques par l'autorité compétente de chaque État membre doivent être

déduits des quantités susceptibles d'être importées ou produites pour répondre aux besoins d'utilisations critiques de l'État membre.

Article 4

La présente décision est applicable du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Article 5

Le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, la République portugaise et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 28 avril 2006.

Par la Commission

Stavros DIMAS

Membre de la Commission

ANNEXE I

Royaume de Belgique

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|--|-------|
| Minoteries (17 moulins) | 2 752 |
| Objets (pièces de musée/SGS) (*) | 307 |
| Total | 3 059 |

(*) Le bromure de méthyle est interdit d'utilisation du 1^{er} septembre au 31 décembre 2006, sauf si une autorisation pour utilisation essentielle est accordée à la Belgique pour cette application biocide au titre de l'article 4 bis du règlement (CE) n° 2032/2003.

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 479 kg.

ANNEXE II

Royaume d'Espagne

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|--|---------|
| Stolons de fraisiers (cultivés à haute altitude) | 230 000 |
| Fraises (Huelva, protégées) | 180 000 |
| Poivrons (protégés, Murcie et sud de la Communauté de Valence) | 50 000 |
| Fleurs coupées (Catalogne, œillet, protégées et plein champ) | 15 000 |
| Fleurs coupées (protégées, Cadiz et Séville) | 39 000 |
| Riz (après récolte) | 36 000 |
| Total | 550 000 |

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 41 797 kg.

ANNEXE III

République française

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|---|--------|
| Carottes de sol sablonneux (cultivées en Bretagne, cueillies à la main et sensibles à <i>Fusarium solani</i> et <i>Rhizoctonia violacea</i>) | 5 000 |
| Fleurs coupées: renoncules, anémones, paeonias et muguet — plein champ | 12 000 |
| Stolons de fraisières | 35 000 |
| Pépinière forestière | 1 500 |
| Verger — repiquage | 7 500 |
| Pépinière: verger, framboises | 2 000 |
| Moulins | 8 000 |
| Châtaignes | 1 800 |
| Semences vendues par la société PLAN-SPG | 121 |
| Total | 72 921 |

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 973 kg.

ANNEXE IV

République italienne

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|---|---------|
| Tomates (protégées) | 495 000 |
| Poivrons (protégés) | 73 000 |
| Melons (protégés) | 38 000 |
| Aubergines (protégées) | 40 000 |
| Fraises (protégées) | 75 000 |
| Stolons de fraisiers | 60 000 |
| Fleurs coupées (protégées) | 74 000 |
| Moulins et installations de transformation du secteur agroalimentaire | 55 000 |
| Objets (*) | 5 000 |
| Total | 915 000 |

(*) Le bromure de méthyle est interdit d'utilisation du 1^{er} septembre au 31 décembre 2006, sauf si une autorisation pour utilisation essentielle est accordée à l'Italie pour cette application biocide au titre de l'article 4 bis du règlement (CE) n° 2032/2003.

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 95 136 kg.

ANNEXE V

Irlande

(kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|--|-----|
| Minoteries | 888 |
| Total | 888 |

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 0 kg.

ANNEXE VI

Royaume des Pays-Bas

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|---|-----|
| Désinfection après récolte des stolons de fraisiers | 120 |
| Total | 120 |

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour cette utilisation critique dans l'État membre: 0 kg.

ANNEXE VII

République de Pologne

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|---|--------|
| Herbes médicinales et champignons lyophilisés (produits secs) | 2 700 |
| Stolons de fraisiers | 28 000 |
| Cacao et café | 1 836 |
| Total | 32 536 |

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 915,3 kg.

ANNEXE VIII

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

(en kg)

| Catégories d'utilisations critiques autorisées | |
|--|--------|
| Fraises et framboises (protégées et plein champ) | 10 000 |
| Production de plantes ornementales (lutte contre la verticilliose) | 2 500 |
| Framboises | 1 500 |
| Minoteries et rizeries | 7 900 |
| Bâtiments de stockage du blé, du maïs et du riz exploités par Quaker Oats, Kelloggs, Weetabix Ltd, Ryecroft et EOM | 6 098 |
| Usines de transformation exploitées par Warehouse and Spice Grinding Facility (Pataks Foods Ltd); usines de transformation d'herbes et d'épices exploitées par British Pepper and Spice Ltd, Lion Foods et East Anglian Food Ingredients | 1 591 |
| Produits secs (fruits à coque, fruits secs, riz, haricots, céréales, graines comestibles), société Whitworths Ltd | 900 |
| Moulin relié à l'unité de fabrication, zone produits finis et stockage [Ryvita Company Ltd (Dorset)] | 839 |
| Installations et équipements, unités de transformation et de stockage exploités par Whitworths Ltd | 450 |
| Produits à base d'épices susceptibles d'être infestés (dont pappadam), conditionnés par McCormick (UK) Ltd, British Pepper and Spice Ltd, East Anglian Food Ingredients et Pataks Foods Ltd | 37 |
| Entrepôts de stockage spéciaux pour le fromage (*) | 1 248 |
| Total | 33 063 |

(*) Le bromure de méthyle est interdit d'utilisation du 1^{er} septembre au 31 décembre 2006, sauf si une autorisation pour utilisation essentielle est accordée au Royaume-Uni pour cette application biocide au titre de l'article 4 bis du règlement (CE) n° 2032/2003.

Stocks de bromure de méthyle disponibles pour des utilisations critiques dans l'État membre: 5 227 kg.

COMMISSION

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

DÉCISION N° 205

du 17 octobre 2005

relative à la portée de la notion de «chômage partiel» à l'égard des travailleurs frontaliers

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour l'accord UE/Suisse)

(2006/351/CE)

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS,

Vu l'article 81, point a) du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, ⁽¹⁾ aux termes duquel elle est chargée de traiter toute question administrative ou d'interprétation découlant du règlement (CEE) n° 1408/71 et des règlements ultérieurs,

Vu l'article 71, paragraphe 1, sous a) dudit règlement.

Considérant que:

- (1) l'article 71, paragraphe 1, sous a) du règlement (CEE) n° 1408/71 édicte une règle dérogeant, pour les travailleurs frontaliers en chômage complet, au principe général de la *lex loci laboris* énoncé à l'article 13, paragraphe 2, sous a) dudit règlement,
- (2) la Cour de justice des Communautés européennes a statué que les critères servant à déterminer si un travailleur salarié frontalier doit être considéré comme étant en chômage partiel ou en chômage complet, au sens de l'article 71, paragraphe 1, sous a) dudit règlement, doivent être uniformes et communautaires et que cette appréciation ne peut pas se fonder sur des critères tirés du droit national, ⁽²⁾.
- (3) la pratique des institutions nationales de sécurité sociale dans les différents Etats membres ayant soulevé des divergences d'interprétation sur la qualification du type de chômage, il importe de préciser dès lors la portée dudit article en vue de l'adoption de critères uniformes et équilibrés pour son application par les institutions susmentionnées,
- (4) la Cour de justice des Communautés européennes a statué que lorsque le travailleur frontalier n'a plus aucun lien avec l'Etat membre compétent et qu'il se trouve en chômage complet, les prestations de chômage sont à servir par l'institution du lieu de résidence et à sa charge,

⁽¹⁾ JO L 149 du 5.7.1971, p. 2. Règlement modifié en dernier lieu par règlement (CE) n° 631/2004 du Parlement européen et du Conseil (JO L 100 du 6.4.2004, p. 1).

⁽²⁾ Arrêt «R. J. de Laet/Bestuur van het Landelijk instituut sociale verzekering», dans l'affaire C-444/98 du 15 mars 2001, Recueil de jurisprudence 2001, pages I-2.229 et ss.

- (5) l'appréciation de l'existence ou du maintien d'un lien d'emploi relève de la seule législation nationale de l'Etat d'emploi,
- (6) l'objectif de protection des travailleurs frontaliers poursuivi par l'article 71 du règlement ne serait pas atteint si un travailleur qui reste employé par la même entreprise dans un État membre autre que celui sur le territoire duquel il réside — son activité étant suspendue — était considéré comme étant en chômage complet et devait s'adresser à l'institution de son lieu de résidence afin de bénéficier des prestations de chômage,

DECIDE:

- 1) Aux fins de l'application de l'article 71, paragraphe 1, sous a) du règlement, la détermination de la nature du chômage — à savoir, partiel ou complet — dépend de la constatation du maintien ou de l'absence de tout lien contractuel de travail entre les parties et non de la durée d'une éventuelle suspension temporaire de l'activité.
- 2) Si un travailleur frontalier reste employé par une entreprise dans un État membre autre que celui sur le territoire duquel il réside, mais que son activité est suspendue, tout en restant candidat peut réintégrer à tout moment son poste, ledit travailleur est à considérer comme étant en chômage partiel et les prestations afférentes sont à servir par l'institution compétente de l'État membre d'emploi, conformément à l'article 71, paragraphe 1, sous a), i) du règlement (CEE) n° 1408/71.
- 3) Si un travailleur frontalier, en l'absence de tout lien contractuel de travail, n'a plus aucun lien avec l'État membre d'emploi — notamment pour cause de résiliation ou d'arrivée à échéance de la relation contractuelle de travail —, il est à considérer comme étant en chômage complet, conformément à l'article 71, paragraphe 1, sous a), ii) du règlement (CEE) n° 1408/71 et les prestations sont à servir par l'institution du lieu de résidence et à sa charge.
- 4) La présente décision est applicable à partir du premier jour du mois suivant sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

La présidente de la Commission administrative
Anna HUDZIECZEK

DÉCISION N° 206**du 15 décembre 2005****concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants**

(2006/352/CE)

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS,

vu l'article 101, paragraphe 3, du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972, fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, aux termes desquels la commission administrative fixe les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes;

vu les décisions n° 86 du 24 septembre 1973 et n° 159 du 3 octobre 1995 concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes;

considérant que l'élargissement de l'Union européenne au 1^{er} mai 2004 justifie une révision des décisions précédentes concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

- 1) Les décisions n° 86 et 159 sont abrogées et les dispositions concernant les modalités de fonctionnement et la composition de la commission des comptes de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants qui figurent dans ces décisions sont remplacées par le texte annexé à la présente décision.
- 2) La présente décision est applicable à partir du premier jour du mois suivant sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

La présidente de la Commission administrative

Anna HUDZIECZEK

ANNEXE

Modalités de fonctionnement et composition de la commission des comptes de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants.

1. La commission des comptes prévue à l'article 101, paragraphe 3, du règlement (CEE) n° 574/72, fonctionne, pour l'exécution de ses attributions, qui sont définies aux articles 102, paragraphe 1 et 113, paragraphe 3, du règlement (CEE) n° 574/72, sous l'autorité de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants, dont elle reçoit les directives.

Dans ce cadre, la commission des comptes soumet à l'approbation de la commission administrative un programme de travail à long terme. Une fois par an, elle présente à la commission administrative un rapport sur l'avancement du programme de travail.

2. La commission des comptes se prononce en principe sur pièces. Elle peut demander aux autorités compétentes toutes informations ou enquêtes qu'elle jugerait nécessaires à l'instruction des affaires soumises à son examen. En cas de nécessité, la commission des comptes peut, sous réserve de l'approbation préalable du président de la commission administrative, déléguer sur place un membre du secrétariat, ou certains membres de la commission des comptes, afin de procéder à une investigation qui serait nécessaire pour la continuation de ses travaux. Le président de la commission administrative informe de cette investigation le représentant auprès de la commission administrative de l'État membre intéressé.

La commission des comptes est assistée d'un expert indépendant qui possède une formation professionnelle et une expérience dans les matières qui relèvent des fonctions de la commission des comptes, en particulier en ce qui concerne les tâches prévues aux articles 94, 95 et 101 du règlement 574/72.

3. La commission des comptes est composée de deux représentants de chacun des États membres de l'Union européenne qui sont nommés par les autorités compétentes de ces États.

En cas d'empêchement, chaque membre de la commission des comptes peut être remplacé par le suppléant désigné à cet effet par les autorités compétentes.

4. Les décisions sont prises à la majorité, chaque État membre ne disposant que d'une voix.

Les avis de la commission des comptes doivent indiquer s'ils ont été pris à l'unanimité ou à la majorité. Ils doivent, le cas échéant, indiquer les conclusions ou réserves de la minorité.

Lorsque l'avis n'est pas émis à l'unanimité, la commission des comptes le soumet à la commission administrative, accompagné d'un rapport qui contient l'exposé et la motivation des thèses opposées.

Elle désigne également un rapporteur chargé de fournir à la commission administrative tous renseignements que celle-ci juge utile de lui demander aux fins de lui permettre de trancher le litige en question.

Le rapporteur ne peut être choisi parmi les représentants des pays impliqués dans le litige.

5. Le représentant de la Commission européenne ou son suppléant, siégeant au sein de la commission administrative, a voix consultative au sein de la commission des comptes.
6. La présidence de la commission des comptes est exercée par un membre qui appartient à l'État membre dont le représentant à la commission administrative assume la présidence de celle-ci.

En collaboration avec le secrétariat, le président de la commission des comptes peut prendre toutes mesures nécessaires pour résoudre sans délai tout problème relevant de la compétence de la commission des comptes.

En principe, le président de la commission des comptes préside les sessions des groupes de travail institués pour examiner les problèmes qui relèvent de la compétence de la commission des comptes; toutefois, en cas d'empêchement, ou si certains problèmes spécifiques sont examinés, le président peut être représenté par une autre personne désignée par lui.

7. Le secrétariat de la commission administrative prépare et organise les sessions de la commission des comptes et en établit les comptes rendus. Il procède aux travaux nécessaires au fonctionnement de la commission des comptes. L'ordre du jour, la date et la durée des sessions de la commission des comptes sont fixés en accord avec la présidente.

8. L'ordre du jour est adressé par le secrétariat de la commission administrative aux membres de la commission des comptes et aux membres de la commission administrative, vingt jours au moins avant le début de chaque session.

Le secrétariat de la commission administrative adresse dans le même délai la documentation afférente à la session.

9. En tant que de besoin, les règles de la commission administrative sont applicables à la commission des comptes.

(Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne)

DÉCISION EPUE/1/2006 DU COMITÉ POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ

du 2 mai 2006

relative à la nomination du chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines

(2006/353/PESC)

LE COMITÉ POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ,

(2) Le secrétaire général/haut représentant a proposé de nommer M. Casper KLYNGE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment, son article 25, troisième alinéa,

DÉCIDE:

Article premier

vu l'action commune 2006/304/PESC du Conseil du 10 avril 2006 sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines ⁽¹⁾, et notamment son article 6,

M. Casper KLYNGE est nommé chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines.

Article 2

La présente décision prend effet le jour de son adoption.

considérant ce qui suit:

Elle est applicable jusqu'au 31 décembre 2006.

(1) L'article 6 de l'action commune 2006/304/PESC prévoit que le Conseil autorise le Comité politique et de sécurité à prendre les décisions pertinentes conformément à l'article 25 du traité, y compris pour nommer, sur proposition du secrétaire général/haut représentant, le chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo).

Fait à Bruxelles, 2 mai 2006.

Par le Comité politique et de sécurité

Le président

F. J. KUGLITSCH

⁽¹⁾ JO L 112 du 26.4.2006, p. 19.